

BRIDGES NETWORK

PASSERELLES

Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique

VOLUME 17, NUMÉRO 9 – NOVEMBRE 2016



Stimuler le développement durable grâce aux chaînes de valeur

CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

Améliorer les connaissances pour maximiser la contribution des CVM aux ODD

AFRIQUE

Comment promouvoir l'industrialisation par les chaînes de valeur en Afrique de l'Ouest ?

TANZANIE

Investir dans l'intégration des agriculteurs aux chaînes de valeur

PASSERELLES

VOLUME 17, NUMÉRO 9 – NOVEMBRE 2016

PASSERELLES

Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique

PUBLIÉ PAR

ICTSD

Centre international pour le commerce et le développement durable

Genève, Suisse

www.ictsd.org

PUBLIEUR

Ricardo Meléndez-Ortiz

RÉDACTEUR EN CHEF

Andrew Crosby

RESPONSABLE ÉDITORIAL

Tristan Irschlenger

SOUTIEN ADDITIONNEL

Fabrice Lehmann

ENDA Cacid

Dakar, Senegal

www.endacacid.org

RÉDACTEUR EN CHEF

Cheikh Tidiane Dieye

ÉDITEUR

Alexandre Gomis

DESIGN

Flarvet

MONTAGE

Oleg Smerdov

PASSERELLES reçoit vos commentaires et prend en considération toute proposition d'article. Nos lignes directrices sont disponibles sur demande. Contactez-nous via passerelles@ictsd.ch ou passerelles@endacacid.org

CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

- 4 **Les chaînes de valeur mondiales au service des Objectifs de développement durable ?**

Raphael Kaplinsky

AFRIQUE

- 9 **Régionales d'abord : les chaînes de valeur comme outil d'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest**

Maxime Weigert

TANZANIE

- 14 **Favoriser l'intégration des exploitants agricoles dans les chaînes de valeur : réussites et défis de la Tanzanie**

Asmita Parshotam

LESOTHO

- 19 **Les chaînes de valeur du secteur de l'habillement : une opportunité de développement durable pour le Lesotho ?**

Moshe Kao

ÉTIQUETAGE

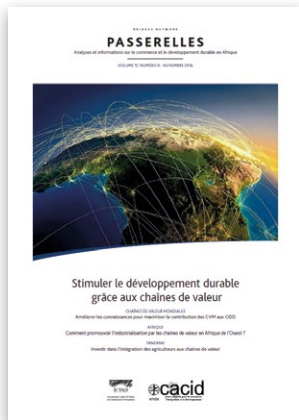
- 24 **Une bonne affaire : comment une modification des règles d'étiquetage du chocolat aux États-Unis pourrait bénéficier à l'Afrique**

Kornel Mahlstein et Christine McDaniel

- 28 **Salle de presse**

- 29 **Publications et ressources**

Stimuler le développement durable grâce aux chaînes de valeur



Même si les chaînes de valeur internationales, qu'elles soient régionales ou globales, ne sont pas un phénomène nouveau, leur importance dans l'économie mondiale s'est accrue de façon spectaculaire au cours des deux dernières décennies. Ces réseaux de production fragmentés et de plus en plus complexes se sont largement développés, jusqu'à transformer le paysage global du commerce et de l'investissement. Selon la [CNUCED](#), environ 80 pourcent des échanges commerciaux mondiaux ont lieu dans le cadre de ces chaînes de valeurs, ce qui offre un aperçu éloquent de leur échelle.

En matière de développement, il est donc devenu crucial de concevoir et de mettre en œuvre des politiques permettant aux pays en développement de s'intégrer au mieux dans ces réseaux de production. La question n'est pas tant de savoir s'ils doivent ou non participer, mais plutôt de définir comment promouvoir une participation plus inclusive aux chaînes de valeurs, afin qu'elles deviennent un véritable moteur pour le développement durable. Si certains gains de développement peuvent jaillir spontanément de l'activité économique de ces chaînes de valeurs, il existe un consensus sur le fait que sans les bonnes mesures et politiques d'accompagnement, ces effets bénéfiques resteront limités et statiques.

Une première étape essentielle consiste à élaborer une base de connaissances fiable sur le fonctionnement des chaînes de valeurs. Pour être efficaces, les politiques doivent reposer sur des faits. Dans le premier article de ce numéro, Raphael Kaplinsky identifie certaines lacunes importantes en matière de connaissances, auxquelles il faudra remédier si l'on souhaite maximiser la contribution des chaînes de valeurs mondiales (CVM) à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Une autre question importante réside dans l'interaction entre différents types de chaînes de valeurs en termes d'ampleur géographique. Dans le second article, Maxime Weigert se penche sur le rôle potentiel que les chaînes de valeurs peuvent jouer en tant que catalyseurs du processus d'industrialisation en Afrique de l'Ouest. Son article souligne que les chaînes de valeur régionales constituent pour la région une première étape pragmatique vers un futur rattachement, plus durable, aux CVM.

Ce numéro contient également deux contributions qui adoptent une approche plus spécifique. Dans son article, Asmita Parshotam examine comment l'investissement peut être exploité pour promouvoir l'intégration des exploitants agricoles tanzaniens dans les chaînes de valeurs, soulignant les succès, mais également les défis des initiatives actuelles. La contribution de Moshe Kao, qui se focalise sur le Lesotho, s'intéresse au potentiel de deux chaînes de valeurs, l'une régionale, l'autre mondiale, dans le secteur du textile et de l'habillement.

Continuez à suivre l'actualité sur le commerce et le développement durable en Afrique sur le [site web](#) de Passerelles. Vous pouvez aussi nous suivre sur [Facebook](#) et [Twitter](#) !

CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

Les chaînes de valeur mondiales au service des Objectifs de développement durable ?

Raphael Kaplinsky

Quelles sont les principales lacunes en matière de connaissance qu'il faudrait combler pour permettre aux économies en développement d'exploiter les chaînes de valeur mondiales (CVM) dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) ?

Un nombre toujours croissant de personnes, dans un nombre toujours croissant de pays, produisent pour l'exportation sur les marchés internationaux. Mais cette croissance des exportations ne conduit pas en elle-même à un développement durable généralisé ni à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). La question n'est donc pas de savoir s'il convient ou non de participer aux marchés internationaux, mais plutôt de déterminer comment le faire pour favoriser au mieux le développement.

Plus des deux tiers des échanges commerciaux mondiaux ont aujourd'hui lieu au sein de chaînes de valeur mondiales (CVM), et résident donc dans la production, l'importation et l'exportation de produits intermédiaires (ou semi-finis) qui sont ensuite incorporés aux produits finaux. Une grande partie de ces échanges liés aux CVM s'effectue dans le cadre de CVM dites « gouvernées », au sein desquelles des entreprises dominantes ou d'autres acteurs (tels que des organisations de la société civile) déterminent le rôle de chacun au sein de la chaîne.

La structure et le fonctionnement de ces CVM déterminent les gagnants et les perdants de ces systèmes mondiaux de production. Le principal enjeu politique consiste donc à s'assurer que ces chaînes contribuent à la réalisation des ODD. Bien que le développement des CVM ait des répercussions positives découlant spontanément du fonctionnement des marchés, nombre de données montrent qu'en l'absence de politiques d'accompagnement, ces résultats positifs restent limités.

Renforcer les connaissances pour promouvoir une amélioration continue

Le caractère ambitieux des ODD fait peser de nouvelles exigences sur les politiques, offrant de nouvelles possibilités d'élargir et d'approfondir la contribution potentiellement positive des CVM à un développement mondial partagé par tous. Mais en l'absence d'une base de connaissances adéquate, les politiques courent le risque d'être malavisées et donc inadaptées. L'omniprésence de ces lacunes en matière de connaissances n'est pas surprenante, sachant que les ODD viennent tout juste d'être adoptés. La manière de combler ces lacunes dépendra du contexte, dans le sens où leur nature et le niveau de détail nécessaire pour y répondre varient selon les circonstances ou les secteurs ainsi que dans le temps.

La question n'est pas de savoir s'il convient ou non de participer aux marchés internationaux, mais plutôt de déterminer comment le faire pour favoriser au mieux le développement.

Certaines stratégies d'entreprise qui ont fait leurs preuves dans le monde des affaires illustrent la manière dont l'identification des lacunes d'information, la collecte des données et leur exploitation pour comparer la performance dans le temps, par activité

et par région, permet « d'étirer » cette performance pour atteindre les objectifs visés. Un autre aspect particulièrement crucial réside dans l'importance d'impliquer les différentes parties prenantes dans le cadre d'activités bien conçues de collecte de données, afin de favoriser une mise en œuvre efficace des politiques.

Surtout, tenter de remédier à cet important manque de connaissances nous amène à réaliser qu'à différents degrés, tous les indicateurs sont imparfaits. De plus, bon nombre d'entre eux sont difficiles à capturer en raison de leur caractère propre, mais également parce que de nombreuses activités du secteur informel ne sont pas enregistrées. Il n'existe donc pas de modèle parfait. Ce n'est pas seulement la collecte des données qui est contextuelle, mais également leur interprétation, qui doit par conséquent être menée avec soin avant de choisir certaines politiques et de les mettre en œuvre.

Comblar les lacunes de connaissance pour les ODD : quelques exemples

Chacun des 17 ODD pâtit d'importantes lacunes de connaissance ; chacun des ODD est, à des degrés variés, affecté par la structure des CVM. Une tâche prioritaire consiste donc à identifier les lacunes de connaissance relatives aux CVM et aux ODD qui sont les plus importantes, notamment du point de vue de leur pertinence en matière de politiques, et en même temps susceptibles de pouvoir être comblées. La suite de cette section présente deux exemples démontrant comment il est possible de combler certains déficits d'information relatifs à la mise en œuvre de certains ODD spécifiques, en identifiant les principales parties prenantes concernées, les types de données nécessaires, ainsi que les avantages et inconvénients de certains types de données.

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre (ODD 10)

Trois grands indicateurs de mesure des inégalités sont affectés par la structure des CVM. Le premier est la répartition des revenus au sein de la CVM elle-même (entre par exemple les travailleurs, les propriétaires et les dirigeants). Le second réside dans la répartition entre les personnes employées au sein des CVM et celles qui exercent leur activité hors des CVM. Enfin, le troisième s'intéresse aux inégalités entre les travailleurs, propriétaires et dirigeants exerçant leur activité au sein des CVM, mais dans différentes économies. Ces différentes approches en matière de répartition des revenus, les principales lacunes d'information qui s'y rapportent et les avantages et inconvénients de différentes données sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1 : niveaux d'égalité (ODD 10)

Unité d'analyse	Données nécessaires (spécificités liées au secteur et à la chaîne)	Avantages et inconvénients des indicateurs
Entreprises dominantes Fournisseurs Entreprises clientes Ménages	<u>Égalité au sein de l'entreprise ou de l'exploitation agricole</u> Ratio des salaires des dirigeants et des ingénieurs rapportés aux salaires des ouvriers	Données disponibles dans les entreprises et les exploitations agricoles de plus grande taille et appartenant au secteur formel, mais souvent sensibles et difficiles à obtenir.
	<u>Égalité avec les participants hors CVM</u> Ratio des salaires des dirigeants, des ingénieurs, des ouvriers et des travailleurs agricoles rapportés à leurs équivalents au sein de l'économie nationale, hors CVM.	
	<u>Égalité des travailleurs entre les différentes CVM</u> Ratio des salaires de travailleurs équivalents de différents pays au sein d'une même CVM (corrigé en fonction du pouvoir d'achat)	Données difficiles à obtenir pour les entreprises et exploitations agricoles de plus petite taille et/ou informelles
	Ratio du nombre de travailleurs employés chez les exportateurs rapporté au nombre de travailleurs déplacés au sein de l'économie importatrice	Données difficiles à obtenir pour les entreprises et travailleurs déplacés par la concurrence internationale

Une énergie fiable, durable et moderne (ODD 7) ; une infrastructure résiliente (ODD 9) ; des modes de consommation et de production durables (ODD 12) ; changements climatiques (ODD 13)

L'énergie est essentielle à la vie. Au niveau le plus élémentaire, elle fournit les calories nécessaires à l'existence (ODD 1). Mais elle représente également un moyen d'accroître la productivité (ODD 12), d'améliorer les infrastructures (ODD 9) et de répondre aux défis du changement climatique (ODD 13).

Les CVM consomment en général de grosses quantités d'énergie, par des biais dont on n'a rarement conscience. Les gains résultant d'une meilleure efficacité énergétique dans le traitement du manioc ou du maïs sont, par exemple, souvent neutralisés par les dépenses d'énergie de la chaîne logistique, au niveau notamment du transport des produits de base, des produits intermédiaires et des produits finis. Ainsi, l'empreinte énergétique des chaînes d'approvisionnement de nature globale – liée au transport maritime des produits intermédiaires et finis au sein des pays ou entre pays – peut s'avérer substantielle. Un autre problème relatif à l'empreinte énergétique des CVM réside dans la fausse impression de « découplage » entre production et utilisation d'énergie qu'elles peuvent donner. De nombreuses économies développées ont connu un découplage énergétique au sens où leur ratio énergie/PIB a chuté. Mais en réalité, dans bien des cas, les segments de production consommant le plus d'énergie et d'eau, ou générant le plus de pollution, ont été transférés par le biais des CVM vers d'autres économies, et notamment des économies du Sud.

Ces aspects, comme d'autres, peuvent être mesurés avec différents niveaux de précision au sein des CVM (tableau 2). L'intensité énergétique de la production peut être mesurée au niveau des processus productifs de chaque maillon de la chaîne. On peut également envisager, bien que cela soit moins aisé, de mesurer l'intensité énergétique de la chaîne complète, logistique et transports internationaux compris. Il est également difficile d'évaluer dans quelle mesure le ratio énergie/PIB d'une économie donnée est faussé par la délocalisation de processus à forte intensité énergétique vers d'autres économies. Une autre catégorie de préoccupations se rattachant à l'énergie concerne l'accès à celle-ci. Les systèmes de réseau électrique sont souvent inaccessibles dans les régions éloignées des grandes agglomérations, ce qui constitue un des avantages des sources d'énergie renouvelables. En revanche, ces sources d'énergie renouvelables peuvent être intermittentes et défavoriser les utilisateurs qui n'ont pas accès à l'infrastructure de réseau.

Tableau 2 : énergie fiable, durable et moderne (ODD 7) ; infrastructure résiliente (ODD 9) ; modes de consommation et de production durables (ODD 12) ; changements climatiques (ODD 13) ; océans et ressources marines (ODD 14) ; forêts et biodiversité (ODD 15)

Unité d'analyse	Données nécessaires (spécificités liées au secteur et à la chaîne)	Avantages et inconvénients de l'indicateur
Entreprises dominantes	Intensité énergétique de la production au niveau de chaque entreprise ou exploitation agricole tout au long de la chaîne, commerce et logistique compris (part de l'énergie dans le total des coûts)	L'utilisation d'énergie est relativement facile à mesurer au niveau des entreprises et exploitations agricoles de plus grande taille et appartenant au secteur formel.
Fournisseurs	Intensité énergétique de la production au niveau de chaque entreprise ou exploitation agricole des chaînes connexes qui alimentent la CVM (part de l'énergie dans le total des coûts)	
Entreprises clientes	Part des énergies renouvelables dans l'énergie totale utilisée	Difficulté de mesurer l'intensité énergétique des maillons relatifs au commerce et à la logistique dans les CVM et les chaînes en amont
Ménages	Évaluation de la mesure dans laquelle l'utilisation d'énergie au sein de la chaîne reflète un déplacement de la consommation d'énergie en direction ou en provenance d'autres pays	Difficulté de cerner et mesurer le déplacement transfrontalier de l'utilisation d'énergie
Fournisseurs d'infrastructures	Accessibilité et fiabilité des sources d'énergie Coût des sources d'énergie alternatives	Les programmes RSE peuvent élargir l'offre d'énergie durable

Passer des données à l'action

Les politiques qui ne se fondent pas sur des données tangibles peuvent s'avérer contre-productives, avec parfois de graves effets indésirables (et inattendus). De leur côté, les données ne changent pas le monde en tant que telles, bien que le processus de collecte des données puisse susciter une prise de conscience et pousser à agir. L'enjeu consiste à intégrer les efforts visant à combler les lacunes en matière de connaissances au processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques contribuant à la réalisation des ODD.

Cela passe nécessairement par l'implication des principaux acteurs ayant le pouvoir de déterminer les structures de production, de distribution et d'innovation. Dans le cadre des CVM, sept catégories d'intervenants ont un rôle important :

- Les **organismes internationaux** (tels que l'OMC) et les **accords internationaux** (tels que l'Accord de libre échange nord-américain) jouent un rôle important dans la définition de l'accès aux marchés. Ces régimes commerciaux affectent la structure des CVM en termes sectoriels, géographiques et temporels, avec d'importantes répercussions en termes de répartition des activités et des revenus. Chacune de ces organisations doit avoir conscience de l'impact de ses actions sur la manière dont les CVM contribuent aux ODD.
- Les **gouvernements nationaux** des pays exportateurs et importateurs fixent les paramètres de production et d'accès au marché. Dans quelle mesure leurs actions influencent-elles la réalisation des différents ODD et déterminent-elles les gagnants et les perdants de la participation aux CVM ?
- Les **entreprises dominantes** jouent un rôle crucial – et peut-être le plus important – dans la manière dont les CVM soutiennent ou entravent la réalisation des ODD. Beaucoup de ces entreprises expriment leur volonté de soutenir les ODD, mais n'ont qu'une compréhension limitée de l'impact de leurs opérations sur le résultat des ODD.
- Les autres entreprises au sein des CVM, **acheteurs ou fournisseurs**, jouent un rôle similaire, bien que subsidiaire, dans la réalisation des ODD. Les plus importantes d'entre elles jouent le rôle d'« entreprise dominante » à l'égard de leurs propres chaînes de valeur. Là-aussi, les lacunes en matière de connaissances sont largement répandues.
- Les **travailleurs**, parfois à titre individuel, mais surtout lorsqu'ils exercent leur pouvoir de manière collective, peuvent jouer un rôle important pour amener leurs actionnaires et dirigeants à prendre leur responsabilité vis-à-vis des actions qui affectent la réalisation des ODD. La collecte effective, au niveau des entreprises et des exploitations agricoles, des micro-données nécessaires à maintenir leur compétitivité sur les marchés internationaux peut souvent contribuer à la prise de conscience et à la mobilisation de ces travailleurs. Dans d'autres cas, ils peuvent avoir besoin d'un soutien plus actif pour les aider à comprendre la nature des implications des CVM en matière de répartition des revenus, ainsi que les facteurs qui influencent ces dernières.
- Les **organisations de la société civile** jouent un rôle clé dans l'organisation des CVM. Dans de nombreux secteurs, notamment ceux qui vendent sur les marchés finaux, et plus particulièrement sur les marchés à plus fort revenu, leurs préoccupations en matière de commerce équitable, de droits des travailleurs et d'environnement vont dans le même sens que beaucoup d'ODD. Cependant, leurs efforts sont souvent insuffisamment ou mal informés, reposant autant sur des préjugés et des rumeurs que sur une compréhension approfondie de ce qui se passe réellement sur le terrain dans le cadre des CVM.
- Dans certains secteurs, les partenariats **public-privé** sont les acteurs principaux de la mise en œuvre des ODD, notamment dans le cadre de la fourniture de biens publics internationaux, comme par exemple le traitement des maladies tropicales négligées. Il s'agit souvent d'initiatives à grande échelle, qui partent du « sommet » vers la base, et ne tiennent pas suffisamment compte de ce qui se passe aux échelons inférieurs

de leurs chaînes de valeur. Là encore, les lacunes en matière de connaissances sont nombreuses.

Un alignement en faveur des ODD ?

Pour résoudre le problème, il est nécessaire d'assembler les différentes pièces du puzzle. En premier lieu, pour être efficaces, les politiques doivent se fonder sur des faits, et ce à tous les niveaux. Deuxièmement, une réponse politique adéquate passe par la reconnaissance du fait que de nombreux ODD exigent de nouvelles données, pour lesquelles les systèmes existants de collecte d'information ne sont pas forcément adaptés. Troisièmement, l'information peut prendre différentes formes et comporter différents niveaux de détail. Le contexte joue un rôle déterminant dans la production des connaissances. Quatrièmement, les CVM jouent un rôle prédominant dans le commerce mondial. Implantées dans différents pays et secteurs, impliquant différentes parties prenantes, elles nécessitent des données holistiques qui englobent des systèmes entiers plutôt que des maillons distincts au sein des systèmes de production. Cinquièmement, tout un ensemble d'intervenants sont concernés, au niveau de la collecte des données, de leur analyse et, surtout, des actions nécessaires à la réalisation des ODD.

Une réponse politique adéquate passe par la reconnaissance du fait que de nombreux ODD exigent de nouvelles données, pour lesquelles les systèmes existants de collecte d'information ne sont pas forcément adaptés.

Dans certains cas, il peut y avoir des solutions gagnant-gagnant au sein des CVM, ce qui peut faciliter la production de connaissances appropriées, l'analyse de celles-ci, l'élaboration des politiques et la mise en œuvre d'actions définies. Les intervenants clés de la chaîne partagent dans ce cas des intérêts communs qui facilitent leur collaboration. Cette situation peut être décrite comme un processus d'« alignement » des parties prenantes. Dans d'autres cas toutefois, les parties prenantes peuvent avoir des intérêts opposés, et l'accès à certaines informations spécifiques est à la base des différences de pouvoir au sein des CVM. Dans ce type de cas, il ne sera donc pas facile d'exploiter les CVM dans la mise en œuvre des ODD. Mais comme dans le cas des CVM dans lesquelles les parties prenantes ont des intérêts « alignés », l'accès aux connaissances sera un aspect essentiel des efforts de réalisation des ODD.

Cet article est tiré d'un document intitulé « Inclusive and Sustainable Growth: The SDG Value Chains Nexus », publié par ICTSD, qui évoque plus en détail les lacunes de connaissance liées aux ODD et aux CVM.



Raphael Kaplinsky

Professeur au sein de l'unité de recherche sur les politiques scientifiques, Université du Sussex.

AFRIQUE

Régionales d'abord : les chaînes de valeur comme outil d'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest

Maxime Weigert

L'Objectif de développement durable 9 appelle à « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ». Les chaînes de valeur régionales constituent-elles une voie appropriée vers l'industrialisation et la réalisation de cet objectif en Afrique de l'Ouest ?

L'intégration dans les chaînes de valeur mondiale (CVM) est souvent considérée comme un moyen privilégié de parvenir à une industrialisation durable en Afrique. Elle est censée encourager le développement et la modernisation du secteur privé et favoriser ainsi la création d'emplois et une participation accrue à l'économie mondiale. Cette approche est préconisée en Afrique de l'Ouest, où la part du secteur manufacturier dans le PIB régional n'était que d'environ 9 pourcent en 2015. Pour réaliser l'Objectif de développement durable n°9, qui donne la priorité à l'industrialisation pour combattre la pauvreté et l'exclusion, la région doit développer son secteur industriel afin d'améliorer les opportunités d'emploi et l'inclusion sociale, notamment en ce qui concerne les jeunes.

Bien que la stratégie des CVM soit prometteuse, surtout à un moment où le coût de la main d'œuvre africaine est de plus en plus compétitif par rapport aux nouveaux pays industrialisés d'Asie, elle présente au moins trois inconvénients à court terme. En premier lieu, la fragmentation des pays susceptibles de participer aux CVM les expose à l'opportunisme des entreprises multinationales en matière de stratégie de localisation, car les nouveaux entrants ont un pouvoir de négociation limité. En second lieu, le rattachement aux CVM nécessite des paramètres de qualité qui ne sont pas faciles à atteindre pour des pays qui enregistrent d'importants déficits d'infrastructures et un fort niveau d'informalité du secteur privé, comme c'est le cas en Afrique. Sachant que dans le processus d'industrialisation, il est impossible de sauter les étapes qui mènent à la compétitivité hors-prix, les gains de développement résultant de l'intégration dans les CVM ne peuvent être espérés qu'à long terme. En troisième lieu, si les pays africains peuvent se tourner vers les CVM pour accroître leurs exportations de produits intermédiaires manufacturés, cela ne résout pas tous les problèmes liés à leur balance commerciale, car les biens de consommation continuent d'être importés au lieu d'être produits localement.

Ces limites ne doivent pas conduire les pays d'Afrique de l'Ouest à renoncer aux stratégies reposant sur les CVM, mais plutôt les inciter à s'y préparer de façon progressive. Une approche alternative, axée sur le développement de chaînes de valeur régionales (CVR), offre à cet égard des solutions de transition pour amorcer une industrialisation compétitive fondée sur les exportations intra-régionales. Précisant les caractéristiques fonctionnelles des CVR et présentant les opportunités qu'elles offrent à l'Afrique de l'Ouest, cet article souligne qu'elles constituent pour la région une première étape pragmatique vers un futur rattachement, plus durable, aux CVM.

L'intérêt des CVR pour l'Afrique de l'Ouest

La stratégie des CVR repose sur un système de production comparable à celui des CVM au niveau mondial, mais différent en ceci qu'il se limite à l'échelle régionale et vise à produire des biens finaux, exportés par un pays de la région. L'objectif est d'exploiter la demande croissante de produits finis au niveau local pour bâtir des chaînes de production régionales centrées sur les spécificités de la demande et des modes de consommation locaux et qui ne subissent pas la contrainte des normes exigeantes existant au sein des CVM. Bien que moins dynamiques que le rattachement aux CVM en raison de la taille plus restreinte des marchés finaux, ces CVR sont susceptibles d'encourager une industrialisation durable en améliorant l'intégration, la productivité et la division du travail au sein de la région, et en

intégrant les entreprises locales à un système logistique régional qui sera progressivement optimisé. Une fois les CVR établies, leurs produits finaux pourront également être exportés ailleurs dans le monde, notamment vers d'autres marchés en développement, ce qui permettra ensuite de consolider et d'améliorer le processus en vue de son rattachement ultérieur aux CVM.

Cette approche est adaptée au contexte ouest-africain pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'Afrique de l'Ouest affiche un faible niveau d'intégration commerciale et productive, avec l'un des scores les plus bas au monde en matière de commerce intra-sectoriel régional^①, ainsi que l'avant-dernier score pour l'intégration commerciale et productive en Afrique^②. Cet état de fait atteste du faible niveau de participation aux CVR et du pouvoir de négociation limité dont dispose la région, au sein de laquelle les pays se comportent plus en concurrents qu'en alliés complémentaires. La mise en œuvre de CVR pourrait ainsi servir de catalyseur de l'intégration et de la coopération régionales.

Bien que moins dynamiques que le rattachement aux chaînes de valeur mondiales en raison de la taille plus restreinte des marchés finaux, les chaînes de valeur régionales sont susceptibles d'encourager une industrialisation durable.

Il est en outre généralement admis que pour fonctionner, les CVR doivent être rattachées à des pôles de croissance d'une certaine importance, autour desquels les chaînes peuvent se développer à travers différents canaux de transmission, selon une logique centre-périphérie. En Afrique de l'Ouest, le Nigéria constitue un pôle de croissance typique, caractérisé par une forte activité commerciale (exportations et importations) ainsi qu'un marché et une population de taille conséquente, qui attirent les flux de capitaux, les migrants et les technologies^③. En plus du Nigéria, la région compte deux autres pôles de croissance prometteurs, le Ghana et la Côte d'Ivoire, qui ont affiché de solides taux de croissance au cours des cinq dernières années. Ces pays pourraient jouer un rôle moteur dans l'émergence de CVR impliquant leur périphérie et notamment les pays du Sahel dépourvus de littoral.

Le niveau de développement et le cadre réglementaire sont deux autres raisons pour lesquelles la région aurait intérêt à se concentrer sur les CVR plutôt que sur les CVM. En effet, 72 pourcent des produits ouest-africains destinés à l'exportation sont dirigés vers l'Europe et l'Amérique du Nord^④, des marchés sur lesquels les barrières non tarifaires, et notamment des normes extrêmement exigeantes, compliquent leur accès au marché. Pour les entreprises ouest-africaines intégrées dans une CVM ayant son siège en Europe par exemple, les possibilités de rivaliser, de se moderniser et de remonter la chaîne de valeur sont fortement limitées. En revanche, le cadre réglementaire dans lequel elles évoluent leur offre beaucoup plus d'opportunités de se développer, du fait de leur maîtrise des institutions locales, y compris les institutions informelles, qui leur procure un avantage concurrentiel déterminant par rapport aux concurrents extrarégionaux. De la même manière, la dimension culturelle de la production manufacturière est un aspect essentiel de la pertinence des CVR pour l'Afrique de l'Ouest, sachant qu'elles visent avant tout les marchés de consommation régionaux. Cela offre aux producteurs implantés localement la possibilité de concevoir et de fabriquer des produits adaptés aux préférences culturelles des consommateurs de la région et aux besoins créés par leur environnement, ce qui leur confère une importante valeur ajoutée pour conquérir des parts de marché.

Enfin, les CVR peuvent générer une industrialisation durable de la région grâce aux effets d'entraînement quantitatifs du développement industriel, telles que la création d'emplois et d'entreprises, le développement des exportations et la croissance des recettes fiscales. Elles produisent également des effets qualitatifs, car le développement des relations

entre entreprises au sein des CVR (échanges commerciaux et investissement) peut occasionner des transferts de technologie et de connaissances, la formalisation et la professionnalisation des entreprises locales, initiant en fin de compte la transformation et la modernisation du secteur privé, et la création d'activités à plus forte valeur ajoutée et d'emplois plus qualifiés.

Les opportunités offertes par les CVR en Afrique de l'Ouest

En résumé, les CVR poursuivent deux objectifs : (1) tirer parti des complémentarités entre pays et acteurs économiques de la région et (2) exploiter la demande croissante de produits finis dans la région. En ce qui concerne le premier objectif, c'est le but de n'importe quelle chaîne de valeur, quel que soit son niveau d'agrégation, d'optimiser l'utilisation des ressources et des capitaux disponibles dans l'écosystème qu'elle recouvre, de façon à renforcer l'efficacité du processus de production. Dans le cas des CVR ouest-africaines, l'exploitation des complémentarités peut facilement s'illustrer en termes géographiques, au vu par exemple de la complémentarité naturelle entre les pays côtiers et les pays enclavés de la région. En plus des facteurs géographiques, d'autres complémentarités peuvent être exploitées en fonction des spécialisations nationales/locales, sur la base de la division régionale des facteurs de production, et notamment des ressources naturelles, de la main d'œuvre et du capital.

Le second objectif est lié au niveau et au rythme de croissance de la consommation des ménages au sein de la région. Selon des estimations récentes du McKinsey Institute, la consommation des ménages devrait augmenter de 22 pourcent d'ici 2015 au Nigéria et de 77 pourcent dans les pays francophones d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, pour atteindre respectivement 450 et 230 milliards US\$⁵. Cette dynamique, qui reflète la croissance de la population et des revenus des ménages dans la région, offre la possibilité d'économies d'échelle pour les producteurs centrés sur ces marchés locaux, notamment s'ils s'efforcent de développer des produits qui sont produits non seulement « en Afrique de l'Ouest », mais également « pour l'Afrique de l'Ouest ».

L'intérêt de répondre aux besoins spécifiques des consommateurs régionaux est manifeste dans plusieurs secteurs, comme par exemple l'industrie pharmaceutique (fabrication de médicaments axés sur les problèmes de santé endogènes), le textile (tissus africains), la construction (matériaux locaux) ou les cosmétiques (produits locaux). C'est toutefois le secteur des produits alimentaires qui illustre le mieux ce modèle, tant les comportements liés à l'alimentation sont déterminés par des habitudes culturelles. En Afrique de l'Ouest, les habitudes alimentaires sont en train d'évoluer avec les modes de vie urbains. Un changement majeur est la demande croissante de produits transformés, qui représentent en moyenne 39 pourcent de la consommation alimentaire des ménages de la région, et, remarquablement, 36 pourcent chez les ménages les plus pauvres⁶. Si la demande de produits alimentaires transformés se traduit par la consommation croissante de produits internationaux, les habitudes culturelles demeurent à travers une préférence marquée pour des produits traditionnels tels que les tubercules tropicaux (yam, manioc) ou les viandes et poissons locaux, qui sont de plus en plus souvent transformés en produits préparés à plus forte valeur ajoutée (attieke, garri, poissons et viandes séchées et/ou fumées, etc.). Cette évolution justifie le développement d'activités de transformation des produits alimentaires adaptés aux besoins ouest-africains. Dans un second temps, ces produits pourraient être exportés vers d'autres régions africaines et vers les pays développés, dans le cadre des réseaux ethniques de commercialisation de la diaspora.

Comment stimuler le développement des CVR en Afrique de l'Ouest ?

Les recommandations en faveur du développement des CVR ne diffèrent pas significativement de celles habituellement formulées pour promouvoir l'intégration dans les CVM. Celles-ci, axées sur les politiques industrielles au niveau national et sur l'intégration supranationale, sont bien connues et leur application aux CVR peut se résumer de la manière suivante. Pour amorcer leur développement industriel les pays d'Afrique de l'Ouest doivent mettre en place des infrastructures stratégiques, améliorer la logistique, encourager le développement du secteur privé et investir dans le capital humain. Parallèlement, ils doivent renforcer leur intégration régionale à travers le

développement d'infrastructures transfrontalières, l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires et à l'harmonisation des réglementations et des normes techniques, afin de fluidifier les échanges au sein des CVR. Les stratégies visant à développer les CVR pourraient notamment renforcer le rôle des pôles de croissance au sein de la région. Bénéficiant déjà d'économies d'échelle et concentrant la plus grande partie du capital financier, ces pôles pourraient servir de « siège » aux CVR et jouer un rôle moteur dans leur développement, en canalisant notamment les investissements productifs extra- et intra-régionaux. À ce titre, il est crucial pour la région de se doter d'un cadre incitatif pour l'investissement intra-régional.

Le second domaine d'intervention, et le plus original, concerne les acteurs. Comme cela a été expliqué, les entreprises d'origine locale possèdent des avantages concurrentiels pour conquérir des parts de marchés au sein de la région. Le Boston Consulting Group a récemment constaté que les entreprises africaines, y compris en Afrique de l'Ouest, tiennent tête aux grandes multinationales dans de nombreux domaines.⁷ Les raisons de leur succès reposent sur quatre avantages concurrentiels : elles sont axées sur le marché local, sur lequel elles concentrent leurs stratégies de développement et d'image de marque ; elles maîtrisent l'environnement industriel (logistique, fournisseurs) ; elles sont flexibles, notamment en termes d'adaptation aux normes ; et elles connaissent les attentes et le comportement des consommateurs, grâce aux informations accumulées depuis leur création. En d'autres termes, dans des conditions tarifaires similaires à celles des multinationales étrangères, ces champions locaux trouvent un avantage dans leur capacité à gérer les coûts non tarifaires.⁸

La promotion des chaînes de valeur régionales est un moyen adapté d'encourager le développement industriel de l'Afrique de l'Ouest et de préparer le terrain pour une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Ce constat ouvre la voie à des politiques de développement des CVR, déjà entreprises par certaines institutions. En 2011, la Société financière internationale a ainsi investi 11 millions d'euros pour soutenir l'expansion de Patisen, une entreprise agro-alimentaire sénégalaise spécialisée dans la production et la distribution de chocolat et de bouillon cubes. Ce partenariat, qui prévoyait également une assistance technique en matière de conseil stratégique et de gouvernance d'entreprise, avait pour but d'accompagner Patisen dans son expansion régionale, tout en veillant à ce que l'entreprise transfère à son tour son savoir-faire et sa viabilité à ses grossistes et à ses fournisseurs locaux. En montrant que les acteurs locaux peuvent jouer un rôle central dans le processus d'apprentissage industriel au sein des CVR, cette expérience pourrait inciter les gouvernements, les investisseurs et les institutions de développement à les soutenir dans leurs efforts de développement à l'échelon régional. Ces champions locaux pourraient ainsi servir d'interface entre l'économie mondiale et le réseau productif régional, suscitant des retombées en termes de technologie et de savoir-faire, et préparant la modernisation de la base industrielle de la région.

Conclusion : CVR et développement durable

La promotion des CVR est un moyen adapté d'encourager le développement industriel de l'Afrique de l'Ouest et de préparer le terrain pour une meilleure intégration dans les CVM, puisque ce modèle ne se construit pas à l'encontre du contexte réglementaire et économique local, mais en harmonie avec celui-ci. Comme toute chaîne de valeur systématique, les CVM peuvent canaliser les transferts de savoir et de technologie au sein de la région, permettant ainsi aux producteurs régionaux de moderniser progressivement leurs processus de production, de remonter la chaîne de valeur et d'améliorer leur productivité pour être plus compétitifs au sein des CVM. Les champions locaux, en tant

que principaux orchestrateurs de ce modèle, peuvent également servir de points focaux aux efforts d'industrialisation durable. À cet égard, un levier possible pour la communauté du développement consiste à les aider à s'approprier les innovations et bonnes pratiques qui existent par ailleurs, dans des domaines tels que l'industrialisation verte ou la responsabilité sociale des entreprises, afin de renforcer l'efficacité au sein des chaînes de valeur et de promouvoir un développement inclusif.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne représentent en aucune manière celles de l'institution à laquelle il est affilié.

- ❶ Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, *Industrialization in Africa and Least Developed Countries: Boosting Growth, Creating Jobs, Promoting Inclusiveness and Sustainability*, rapport destiné au groupe de travail du G20 sur le développement, New York: UNIDO, 2016.
- ❷ Commission de l'Union africaine, Banque africaine de développement et Commission économique des nations unies pour l'Afrique, *Africa Regional Integration Index : 2016 Report*, Addis-Abeba et Abidjan : CUA, BAD et CEA, 2016.
- ❸ Ogunleye, Eric Kehinde, « Structural Transformation in Sub-Saharan Africa: The Regional Growth Poles Strategy », document présenté à la Conférence économique africaine de 2011, Addis-Abeba, 25–28 octobre 2011.
- ❹ Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques et Programme des Nations unies pour le développement, *African Economic Outlook 2014*, Paris: OCDE, 2014.
- ❺ McKinsey Global Institute. « Lions on the Move II: Realizing the Potential of Africa's Economy », McKinsey & Co., 2016. Calculs de l'auteur.
- ❻ Allen, Thomas et Philipp Heinrigs, « Emerging Opportunities in the West African Food Economy », West African Paper No 1, secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 2016.
- ❼ Dupoux, Patrick *et al.* « Dueling with Lions: Playing the New Game of Business Success in Africa », Boston Consulting Group, novembre 2015.
- ❽ Weigert, Maxime. « Industrialization in West Africa (3): Giving rise to a "Made in Africa" regional industry? », note de blog, Banque africaine de développement, 2016.



Maxime Weigert

Development Economist,
Consultant at the Strategy and
Policy Department of the African
Development Bank.

TANZANIE

Favoriser l'intégration des exploitants agricoles dans les chaînes de valeur : réussites et défis de la Tanzanie

Asmita Parshotam

Comment l'investissement, par l'intermédiaire de politiques gouvernementales, d'initiatives des donateurs et de partenariats public/privé, est-il utilisé en vue de favoriser l'expansion du secteur agricole tanzanien et d'intégrer les petits exploitants dans les chaînes de valeur ?

Ces dernières années, la Tanzanie est devenue l'enfant chéri des donateurs occidentaux, tirant parti de son image de stabilité politique et de transformation économique. Avec un taux de croissance annuel de 7 pourcent, la Tanzanie est le pays d'Afrique de l'Est dont la croissance est la plus rapide. Pourtant, les exploitants agricoles tanzaniens n'ont pas réussi à suffisamment exploiter l'avantage comparatif agricole du pays, à savoir une topographie et un emplacement géographique favorables ainsi que l'accès à un grand port, Dar es Salaam. L'accroissement de la productivité agricole n'a pas non plus atteint l'objectif gouvernemental de 6 pourcent dérivé du Programme détaillé de développement de l'agriculture de l'Union africaine (CAADP). Par conséquent, le gouvernement tanzanien a mis en œuvre ces dernières années diverses politiques publiques et pratiques de renforcement des investissements et de stimulation de la croissance dans le secteur agricole afin d'assurer le développement socio-économique des petits exploitants.

Il existe actuellement en Tanzanie une pléthore d'initiatives gouvernementales et de donateurs ainsi que de partenariats publics-privés (PPP). Cet article décrit comment l'investissement sert d'outil d'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur agricoles. Il dépeint les initiatives réussies et les défis actuels et recommande aussi des politiques publiques susceptibles d'être mises en œuvre pour mieux utiliser l'investissement dans cet objectif.

Des défis considérables

Les fermiers tanzaniens sont généralement de petits agriculteurs exploitant des superficies inférieures à deux hectares. Un grand nombre d'entre eux vit dans des zones extrêmement reculées de la Tanzanie. L'un des grands obstacles structurels auxquels ils doivent faire face est le manque d'infrastructures (routes, chemins de fer, irrigation et électricité) qui leur donneraient accès à de plus grands marchés, amélioreraient la qualité de leur production et faciliteraient leur progression dans la chaîne de valeur vers des activités d'agro-transformation. Ces problèmes ne sont pas l'apanage de la Tanzanie, et de nombreux autres producteurs agricoles de pays en développement sont confrontés à des difficultés similaires. Toutefois, le fait que les exploitants tanzaniens rencontrent des difficultés dès qu'ils franchissent le portail de leur exploitation reste une source d'inquiétude que les interventions des pouvoirs publics et des donateurs n'ont pas totalement réussi à dissiper.

L'investissement comme outil d'intégration dans les chaînes de valeur : réussites et défis

Les investissements spécifiquement ciblés sur le secteur agricole ont jusque-là été sporadiques, ce qui a rendu la mise en œuvre d'initiatives à long terme plus difficile. Tandis que les secteurs de l'énergie et des transports ont plus aisément attiré les investisseurs privés, l'agriculture n'a pas obtenu les mêmes résultats. De plus en plus conscient des difficultés des petits exploitants agricoles, le gouvernement tanzanien s'est efforcé, au fil des ans, d'améliorer l'image de la Tanzanie auprès des investisseurs, car elle est perçue comme un pays de tradition socialiste peu favorable aux entreprises. Il s'est donc appliqué à mettre en œuvre diverses politiques publiques afin de cultiver un environnement

favorable aux investissements qui soit aussi axé sur le développement, en particulier en faveur des agriculteurs. Ainsi, le Tanzania Investment Centre (TIC), principal organe gouvernemental chargé de faciliter et d'encourager les investissements étrangers et locaux en Tanzanie, a déployé d'importants moyens pour intéresser les investisseurs au secteur agricole du pays. Ces mesures comprennent des incitations fiscales avantageuses pour les investisseurs étrangers comme locaux qui investissent des capitaux d'au moins 500'000 US\$ (dans le cas des investisseurs étrangers) et 100'000 US\$ (dans celui des investisseurs locaux). Des exemptions d'impôts pendant les cinq premières années d'exploitation facilitent l'expansion des entreprises en phase de démarrage, l'objectif à long terme étant de générer des bénéfices et d'élargir ensuite leurs activités.

Cependant, ces mesures ne sont pas uniquement destinées à garantir les gains des investisseurs. Le TIC a créé des garde-fous pour s'assurer que les agriculteurs puissent aussi profiter des bénéfices découlant des investissements dans le secteur agricole. Ces mesures incluent des conditions contraignantes de responsabilité sociale des entreprises, imposées aux investisseurs locaux comme étrangers, qui ont été inclus dans des contrats d'investissement, secteur par secteur. Parmi ces dispositions, les investisseurs doivent contribuer à la sécurité foncière des petits exploitants, améliorer les infrastructures locales via leur projet et encourager les partenariats entre eux-mêmes et les collectivités locales. Par le biais de son « Programme de liens avec les entreprises » (Business Linkage Programme), en association avec la CNUCED, le TIC offre également des « formations qualité » à plus de 200 petites et moyennes entreprises et encourage les liens entre les coopératives de petits exploitants et les entreprises internationales. En 2011, les pouvoirs publics ont formé un partenariat avec AirTel pour faciliter la communication aux exploitants d'informations sur le marché. Pour les agriculteurs des zones rurales ayant un accès limité aux plus gros marchés, recevoir les prix du marché sur leur téléphone portable est un moyen efficace d'être bien informés, qui réduit leur dépendance à l'égard des intermédiaires et leur permet en définitive de participer plus activement à la vente de leurs produits.

Le gouvernement tanzanien semble comprendre qu'il est important de trouver un juste équilibre entre l'attractivité pour les investisseurs et la protection des droits des agriculteurs.

Bien que le cadre réglementaire se soit amélioré au fil des années, les problèmes subsistent autour des questions relatives au climat des affaires, au régime foncier et aux régimes fiscaux, limitant ainsi les perspectives d'investissements supplémentaires et de participation du secteur privé.❶ La Tanzanie occupe actuellement la 120^{ème} place sur les 140 économies incluses dans le Rapport sur la compétitivité mondiale du Forum économique mondial. Les taux d'intérêt élevés, de 14 à 24 pourcent, dissuadent les investisseurs étrangers d'emprunter auprès des banques locales.❷ À l'heure actuelle, la cadre stratégique de la Tanzanie en matière d'investissement repose sur la Loi nationale sur l'investissement de 1997, plutôt désuète, qui n'aborde pas de façon exhaustive les problématiques du régime foncier ou des incitations offertes aux investisseurs. Les réglementations sur les investissements étrangers sont aussi dispersées dans de nombreuses lois, ce qui complexifie la maîtrise du paysage juridique pour les investisseurs étrangers.

Les infrastructures restent gravement sous-développées dans l'ensemble du pays et de nombreux producteurs tirent parti de tarifs aéroportuaires plus attractifs, de procédures bureaucratiques moins complexes et des entrepôts réfrigérés du Kenya pour exporter leurs produits agricoles.❸ Par conséquent, la Tanzanie reste à la traîne par rapport au Kenya et à l'Afrique du Sud en termes de niveaux de production, car ces deux pays disposent

de chaînes de valeur bien plus sophistiquées et, dans le cas du Kenya, le pays a réussi à mobiliser les petits exploitants pour une production de masse de produits agricoles.

De petits changements sont toutefois mis en place pour résoudre certains de ces problèmes. Une initiative actuelle qui tente de combler l'écart entre les exigences des investisseurs et le développement socioéconomique des agriculteurs tanzaniens est l'Initiative SAGCOT de la Banque mondiale (Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania), qui rassemble toute une série de partenaires et se caractérise par son statut de « méga partenariat public-privé » (méga-PPP).⁴

Le gouvernement tanzanien semble comprendre qu'il est important de trouver un juste équilibre entre l'attractivité pour les investisseurs et la protection des droits des agriculteurs. Sous l'égide du projet SAGCOT, des parcelles de 3.000 à 50.000 hectares ont été réservées pour être louées aux investisseurs, les terres qui entourent ces parcelles étant conservées pour les petits exploitants.⁵ Les investisseurs apporteront des services, des infrastructures et des intrants lorsqu'ils mèneront des activités de production agricole et d'agro-transformation dans le cadre du projet SAGCOT. Ainsi, les petits exploitants devraient bénéficier d'un meilleur accès à de plus grands marchés, mais aussi d'intrants améliorés, de services de vulgarisation agricole et d'irrigation, ce qui les aidera à réformer leurs méthodes agricoles et augmenter leur production, dans l'espoir qu'à long terme ils augmentent leurs bénéfices, élèvent leur niveau de vie et impulsent un changement leur permettant de sortir de leur tranche de revenu actuelle.

En théorie, SAGCOT semble être une passerelle idéale entre les besoins du secteur privé, les préoccupations de la population et les initiatives gouvernementales qui visent à améliorer les conditions socioéconomiques des agriculteurs en les intégrant dans de plus grandes chaînes de valeur. Toutefois, SAGCOT n'a été lancé qu'en 2010 et reste dans une phase initiale de développement. Par conséquent, sa réussite en tant que méga-PPP utilisant l'investissement comme outil d'intégration dans les chaînes de valeur et de développement reste à prouver.

Les problèmes financiers subsistent pour les agriculteurs tanzaniens

En outre, les agriculteurs ne sont pas toujours à même de trouver les financements nécessaires à l'expansion de leurs exploitations. Le gouvernement tanzanien et le Conseil agricole de Tanzanie ont créé la Banque agricole de développement (BAD), instrument de financement spécialement conçu pour ces agriculteurs. La BAD étant en activité depuis 2015 seulement, certains s'inquiètent du fait qu'elle manque déjà des capitaux nécessaires à l'ensemble des petits exploitants et reste inaccessible aux exploitants individuels. Il est donc possible que les principaux bénéficiaires de la BAD soient en fait les exploitants de taille moyenne qui peuvent déjà fournir les garanties nécessaires, et non les petits exploitants. Dans le milieu rural, la dispersion et l'éloignement des banques constituent également un obstacle important qui limite la capacité des communautés agricoles à accéder régulièrement aux financements dont elles ont besoin. Il est aussi urgent d'offrir aux petits exploitants certaines formes de financement mobile ou d'accès au financement pour faciliter leur mobilité vers d'autres secteurs de la chaîne de valeur, ou simplement la diversification de leurs cultures. Ainsi, de nombreux petits exploitants ne peuvent accéder à des financements que par le biais des coopératives agricoles, en l'absence desquelles ils ne peuvent gérer leurs finances.

Un autre obstacle qui entrave le renforcement des compétences des petites exploitations réside dans la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douane sur les intrants agricoles tels que les semences et les matières végétales. Bien que les grands producteurs à l'exportation bénéficient de remboursements de taxes, les petits exportateurs qui se trouvent sous le seuil d'enregistrement de la TVA sont désavantagés car ils n'ont pas accès à ces remboursements. Les intrants de bonne qualité sont cruciaux pour les agriculteurs qui souhaitent cultiver des produits pour l'exportation régionale et internationale. Toutefois, les petits producteurs peuvent devoir payer jusqu'à 25 pourcent de droits de douane et 18 pourcent de frais de TVA sur les intrants agricoles. Cumulés à des frais administratifs injustes, les niveaux d'imposition empêchent les agriculteurs de réinvestir leur épargne

ou une partie de leurs bénéfices dans l'achat de nouvelles semences, ce qui entrave leur capacité à investir dans l'expansion future de leurs activités. Globalement, le régime fiscal semble poser problème à de nombreux acteurs des chaînes de valeur agricoles et a besoin d'une réforme.

L'avenir et les recommandations de politiques publiques

Les pouvoirs publics, les donateurs et le secteur privé ont mis sur pied diverses mesures qui, à long terme, devraient contribuer à la croissance du secteur agricole tanzanien et promouvoir la participation des petits exploitants. Il faut bien comprendre que des initiatives réussies dans le secteur agricole, comme par exemple Kilombero Plantations Ltd (qui participe aussi au projet SAGCOT et récoltera les fruits de cette participation) et Tanga Fresh, ont bénéficié d'investissements étrangers de grandes sociétés multinationales et d'investisseurs sur le long terme, mais aussi de formations et de soutien aux producteurs. Toutefois, ces initiatives ne sont pas exemptes de difficultés, et certaines rencontrent des obstacles lorsqu'elles tentent de conquérir le marché national. SAGCOT et Kilombero bénéficient de solides volets de PPP et illustrent bien la façon dont les PPP peuvent être employés pour la durabilité à long terme des projets et l'intégration des exploitants dans les chaînes de valeur agricoles grâce à la formation, au perfectionnement et aux initiatives d'agro-transformation.

Il importe d'encourager l'application de meilleures méthodes d'exploitation agricole par le biais de la recherche et de l'innovation et de disséminer ces connaissances parmi les petits producteurs.

Néanmoins, un certain nombre de mesures pourraient être mises en œuvre en vue de réformer le secteur agricole tanzanien :

- Les mesures actuelles portant sur les intrants doivent être développées davantage et les agriculteurs doivent apprendre à les connaître. Le gouvernement a lancé une initiative par laquelle les associations/coopératives de petits exploitants sont reliées à des fournisseurs d'intrants agricoles à grande échelle. Cette initiative implique une participation des pouvoirs publics à tous les niveaux, du central au local ; dans chaque district agricole, tous les fournisseurs d'intrants doivent être inscrits et distribuer les intrants par le biais de ces réseaux, jusqu'au niveau des villages. De même, le projet de « plateforme des agriculteurs » du Conseil agricole de Tanzanie établit une liste de coordonnées d'agriculteurs, l'objectif final étant de les mettre en correspondance avec les fournisseurs d'intrants et de s'assurer que les exploitants soient subventionnés par le biais d'économies d'échelle. Cette initiative permet aux agriculteurs d'interagir avec des fournisseurs d'intrants, ce qui leur offre la possibilité d'acheter des intrants agricoles à des tarifs moins élevés. Si de telles initiatives se poursuivaient et intégraient des acteurs du secteur privé susceptibles de fournir du matériel et des machines agricoles à des prix abordables, elles faciliteraient un accès régulier et économique aux intrants agricoles, ce qui contribuerait, à long terme, à régler les problèmes de qualité auxquels sont confrontés les exploitants.
- Il importe aussi d'encourager l'application de meilleures méthodes d'exploitation agricole par le biais de la recherche et de l'innovation et de disséminer ces connaissances parmi les petits producteurs. Il faudrait le faire régulièrement au moyen d'ateliers dispensés dans des zones rurales ou dans des lieux accessibles pour les agriculteurs.
- Les relations intersectorielles doivent être améliorées : pour mieux comprendre les besoins des agriculteurs, il faut une meilleure communication entre les chercheurs, les décideurs politiques et les pouvoirs publics. Les pouvoirs publics doivent adopter une approche plus consultative, surtout parce que les méga-PPP ont été accueillis par

une levée de boucliers de certains acteurs de la société civile, qui s'inquiétaient des relations asymétriques et des dynamiques de pouvoir entre les multinationales de l'agroalimentaire et les petits producteurs.

- Mettre en œuvre des politiques non protectionnistes qui exploitent le potentiel de production des petits agriculteurs par l'inclusion dans des chaînes de valeur nationales peut aussi faciliter leur entrée sur les marchés régionaux. De telles mesures pourraient accroître la compétitivité des agriculteurs, augmenter la productivité de leur main d'œuvre et renforcer leurs connaissances techniques. Promouvoir l'accès aux marchés régionaux pourrait aider les petits producteurs à comprendre qu'il est important de cultiver des produits agricoles de qualité pour l'exportation, car ceux-ci génèrent des bénéfices plus élevés. Développer des infrastructures et s'attaquer aux restrictions en termes de qualité et de quantité est aussi essentiel pour atteindre cet objectif.
- Les associations d'exploitants et le ministère de l'agriculture doivent, en collaboration avec le TIC, élaborer et mettre en œuvre des processus complets de suivi et d'évaluation comprenant des consultations avec les agriculteurs. Cela encouragerait les communautés locales à tirer les enseignements des expériences passées, faciliterait le transfert et l'amélioration des connaissances et aiderait les agriculteurs qui s'efforcent de progresser dans les chaînes de valeur. En définitive, les investissements dans le secteur agricole tanzanien doivent être employés au bénéfice des petits exploitants agricoles des zones rurales, en facilitant leur inclusion et leur progression dans les chaînes de valeurs et en leur permettant d'élever leur niveau de vie.

❶ OCDE. *Investment Policy Reviews: Tanzania 2013*. Chapter 1: Overview of progress and policy challenges in Tanzania. 2013.

❷ Pedro Arias et al. "Tanzania: Analysis of Private Investments in the Agricultural Sector of the United Republic of Tanzania" dans *Trends and Impact of Foreign Investment in Developing Country Agriculture –Evidence from Case Studies*. Rome: Food and Agricultural Organisation (FAO), 2012.

❸ Oswald Mashindano et al. *Taping Export Opportunities for Horticulture Products in Tanzania: Do We Have Supporting Policies and Institutional Frameworks?* Investment Climate and Business Environment Research Fund, ICBE-RF Research Report No. 65/13. Dakar: TrustAfrica et IDRC, 2013.

❹ Pour plus de détails, voir le [site web](#) du SAGCOT.

❺ Robin Willoughby. *Moral Hazard? "Mega" Public-Private Partnerships in African Agriculture*. Document de briefing Oxfam 188. Oxford: Oxfam, 2014.



Asmita Parshotam

Chercheuse, Programme
de diplomatie économique,
Institut sud-africain des affaires
internationales.

LESOTHO

Les chaînes de valeur du secteur de l'habillement : une opportunité de développement durable pour le Lesotho ?

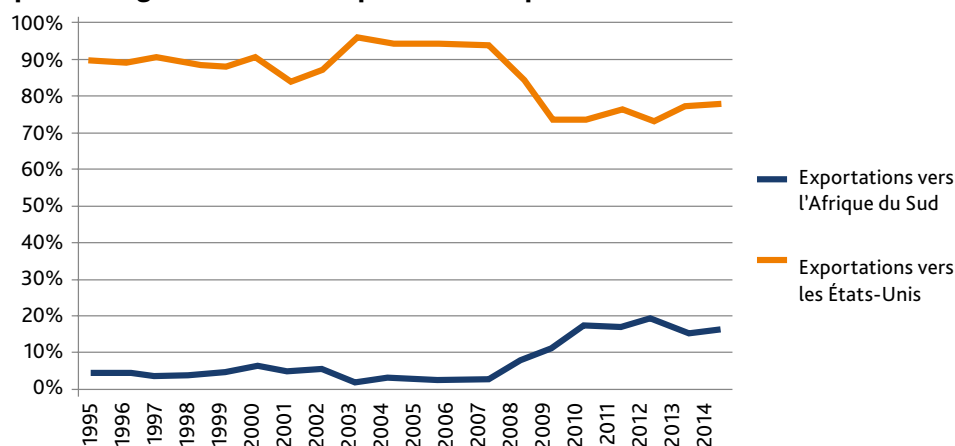
Moshe Kao

Quels ont été les impacts de la participation aux chaînes de valeur du secteur de l'habillement au Lesotho ?

Les lignes de production mondiales se sont multipliées au cours des trois dernières décennies. Dans le même temps, la production de textiles et de vêtements a contribué au développement économique de plusieurs pays africains, dont notamment le Lesotho. Le secteur contribue de manière importante à l'économie du pays et représentait près des deux-tiers de son PIB et 60 pourcent de ses exportations totales à son apogée en 2007. Il est également le principal employeur du pays, occupant près de la moitié de la main d'œuvre employée de manière officielle et 80 pourcent des emplois manufacturiers du Lesotho.^①

L'industrie du textile et du vêtement du Lesotho est bien établie et principalement tournée vers l'exportation sur les marchés internationaux, en particulier vers les États-Unis dans le cadre de l'*Africa Growth and Opportunities Act* (AGOA). Si le secteur a connu un certain nombre de revers, dont notamment la fin de l'Arrangement multifibres (AMF) en 2004 et les répercussions de la crise financière de 2008–09, de nouvelles opportunités sont apparues ces cinq dernières années. Des évolutions telles que l'arrivée de fabricants de vêtements sud-africains exportant principalement vers le marché régional ont créé une chaîne de valeur régionale reposant sur l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). La figure 1 illustre la part des exportations de produits vestimentaires vers le marché américain, dans le cadre de l'AGOA, par rapport aux exportations vers l'Afrique du Sud – qui sont le reflet du commerce régional, car ces produits ne sont pas seulement destinés à l'Afrique du Sud, mais également à l'Afrique australe dans le cadre des chaînes de valeur du commerce de détail. De 2007 à 2010, la part des exportations vers le marché américain a baissé de 95 à 74 pourcent, tandis que celle destinée au marché sud-africain passait de 3 à 17 pourcent. En 2014, les exportations vers les États-Unis au titre de l'AGOA représentaient 78 pourcent et celles destinées au marché régional 17 pourcent.

Figure 1 : exportations de produits textiles vers l'Afrique du Sud et les États-Unis en pourcentages du total des exportations de produits vestimentaires du Lesotho



Source : statistiques de la CNUCED (UNCTADstat)

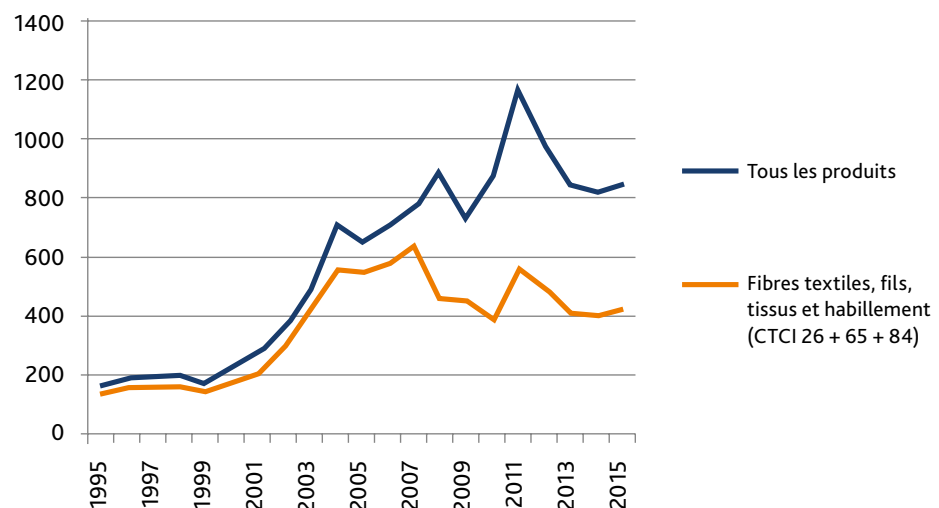
La participation aux chaînes de valeur des secteurs du textile et de l'habillement a eu un impact positif sur le développement socio-économique du pays, comme en atteste la corrélation positive entre la croissance des exportations et l'amélioration du bien-être des travailleurs. Cet article évoque trois aspects cruciaux de la participation du Lesotho aux chaînes de valeur du textile et de l'habillement, examinant en premier lieu son impact économique, puis son impact social, et enfin la viabilité du secteur et son potentiel de modernisation. Il se termine par un certain nombre de recommandations en matière de politiques.

Impact économique

Au niveau national, les chaînes de valeur mondiales permettent aux pays de se spécialiser dans les domaines dans lesquels ils disposent d'un avantage concurrentiel, favorisant ainsi la croissance de la productivité et soutenant les salaires et les revenus, tout en renforçant l'interdépendance et l'interconnexion des économies. En 1995, les États-Unis étaient le principal marché du Lesotho, représentant 76 pourcent des exportations totales du pays, alors que l'Afrique ne représentait que 17 pourcent. À la suite de l'adoption de l'AGOA en 2000 et d'investissements d'entreprises taiwanaises du secteur de la confection, l'industrie vestimentaire du Lesotho s'est considérablement développée et les exportations vers les États-Unis ont triplé, passant de 140 millions US\$ en 2000 à 456 millions US\$ en 2004. Le nombre d'entreprises de confection a augmenté de façon spectaculaire durant cette période, passant de 21 sociétés employant 9 847 travailleurs en 1999 à 49 sociétés employant 53 087 travailleurs. Toutefois, à la suite de l'expiration de l'AMF en 2004, de la crise économique de 2008-09 et de la lenteur de la reprise économique qui a suivi, le nombre de salariés et d'entreprises a connu un net déclin, chutant à 39 000 travailleurs employés par 39 sociétés en 2015. L'incertitude pesant sur l'avenir de l'AGOA après 2025 pourrait également être source de nouveaux problèmes pour l'industrie de l'habillement du Lesotho.

Pour développer et soutenir cette industrie, le pays s'est efforcé au cours des vingt dernières années de diversifier ses marchés d'exportation. Cette stratégie de diversification économique a également pour but de protéger le pays des pertes éventuelles dans le secteur de l'habillement. Elle passe par une participation accrue aux chaînes de valeur sud-africaines à forte intensité de main d'œuvre dans les secteurs de l'agro-alimentaire, des industries légères et de l'externalisation des processus de gestion. Elle s'est traduite, par exemple, par des investissements du secteur automobile, qui ont permis l'intégration d'entreprises locales aux chaînes de valeur de marques telles que BMW, Nissan ou Ford pour la production de sièges automobiles au Lesotho, ainsi que par une diversification vers les biens électroménagers produits par des sociétés comme Philips. Le secteur minier a lui-aussi contribué de façon significative à la diminution de la part des exportations de produits vestimentaires dans les exportations totales.

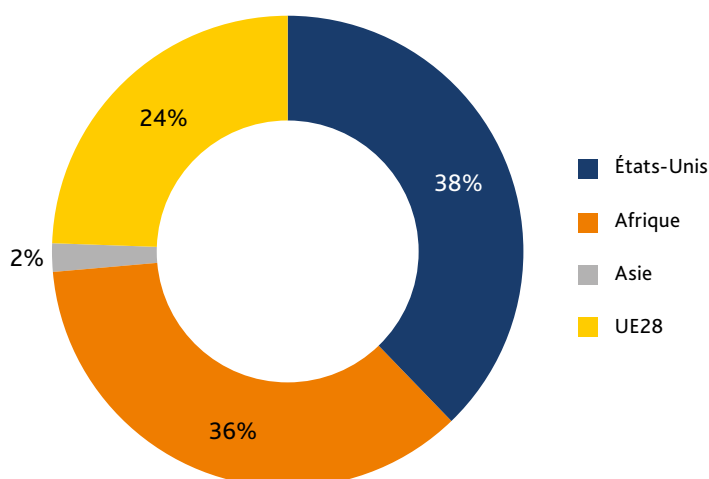
Figure 2 : exportations textiles et exportations totales du Lesotho (en millions US\$)



Source : statistiques de la CNUCED (UNCTADstat)

Cela a entraîné une érosion considérable du marché américain, qui est passé de 76 pourcent des exportations totales en 1995 à 38 pourcent en 2015, en raison principalement de la priorité donnée à l'intégration commerciale régionale. Les États-Unis ne sont plus le seul grand marché d'exportation du Lesotho, l'Afrique représentant désormais 36 pourcent des exportations totales de biens (figure 3). La figure 2 présente l'évolution des exportations totales du Lesotho comparées aux exportations textiles sur les 20 dernières années.

Figure 3 : Principaux débouchés des exportations du Lesotho, en pourcentage des exportations totales (2015)



Source : statistiques de la CNUCED (UNCTADstat)

Investissement

Les activités productives des secteurs du textile et de l'habillement peuvent se caractériser à la fois par une forte intensité de main d'œuvre et de capital, l'habillement étant généralement à plus forte intensité de main d'œuvre et les textiles nécessitant généralement d'importants investissements physiques. En 2015, de nouveaux locaux industriels ont été construits, financés par le gouvernement et des partenaires de développement pour un montant de 28,4 millions US\$. Ces locaux doivent être occupés par 10 nouvelles sociétés, dont huit gérées par des ressortissants du Lesotho (Basotho), avec le projet de créer plus de 5 000 emplois directs. En plus de la construction de ces locaux industriels, le gouvernement a recours à des mesures incitatives pour attirer les investisseurs, par le biais de son agence de promotion de l'investissement. L'usine locale de denim, qui a investi plus de 100 millions US\$, en constitue un exemple, signalant également un engagement à long terme à l'égard du secteur textile.

Les fabricants sud-africains ont également montré une volonté croissante d'investir au Lesotho, dans le cadre de la création d'activités à plus forte valeur ajoutée dans le pays. La principale société à capitaux sud-africains a ainsi entrepris de développer les compétences de ses employés, non seulement pour ses travailleurs peu qualifiés, mais également pour ses dirigeants locaux, dans le cadre d'un programme de formation au leadership. La proximité du Lesotho par rapport au siège de nombreuses sociétés industrielles sud-africaines est également propice au transfert de services à plus forte valeur ajoutée au Lesotho. Un fabricant sud-africain prévoit ainsi d'investir dans des locaux industriels intégrés, facilitant les liens en amont et en aval, en vue de délocaliser ses fonctions de recherche, de conception et de marketing au Lesotho.

Services

Les principaux éléments de services dans les chaînes de valeur du textile et de la confection au Lesotho sont les transports et la logistique, de l'approvisionnement en matières premières à l'expédition des produits vers le marché. Les services à forte valeur ajoutée, tels que le développement de produits, la recherche et la conception, ou la gestion des marques et le marketing, sont principalement assurés au niveau des sièges centraux à Taïwan ou en Afrique du Sud. Le fait que ces services soient fournis à distance est peu propice au transfert de compétences en faveur des travailleurs Basotho, en matière notamment de compétences de gestion et de leadership. Le gouvernement et la

Banque mondiale ont ainsi créé deux centres de développement des compétences dans les zones économiques de Maseru et Maputsoe, qui dispensent une formation de base pour le secteur textile. Les fabricants sud-africains recherchent toutefois des compétences plus pointues pour leurs produits complexes et apportent actuellement leur soutien au centre de formation local pour améliorer la formation et contribuer au transfert de ces compétences.

Impact social

L'emploi formel des femmes au sein du secteur textile contribue à leur émancipation économique, à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique du pays. La main d'œuvre du secteur textile se compose en majorité (80 pourcent) de jeunes femmes ayant un faible niveau d'études et de formation, qui sont également à la tête de plus de la moitié des ménages du pays. Dans le cadre de projets de développement social, les fabricants tournés vers l'Afrique du Sud commencent aujourd'hui à former et diriger les femmes vers des postes d'encadrement.

Les femmes Basotho qui travaillent dans le secteur textile se sont émancipées en termes économiques. Les salaires des travailleuses du textile élargissent leurs options et leurs possibilités de choix dans la vie, et leur confèrent également un poids plus important dans les décisions au sein du foyer comme à l'extérieur de celui-ci. Ces salaires ne sont toutefois pas suffisants pour couvrir tous leurs besoins de base et leur permettre d'épargner, ce qui limite les possibilités d'assistance financière de la part des établissements financiers. Pour contourner cet obstacle, elles ont créé leurs propres groupes d'investissement social, qui leur permettent de bénéficier d'un certain montant d'assistance financière et d'épargne.

Dans le cadre de leur travail, les salarié(e)s du secteur ont accès à des programmes de santé qui leur fournissent des services d'éducation et de santé gratuits. Le Lesotho n'offre pas de sécurité sociale, mais les services de santé y sont fortement subventionnés et les traitements du SIDA et de la tuberculose y sont offerts gratuitement dans les dispensaires. Le taux de prévalence du VIH au Lesotho est de 23 pourcent au niveau national et de 45 pourcent dans le secteur. En outre, près de 60 pourcent des usines textiles du Lesotho (23 sur 39) participent au programme « Better Work » de l'Organisation mondiale du travail. Ce programme a contribué à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité au travail et a également favorisé la cause des travailleurs en encourageant le respect des lois et réglementations nationales par les usines. Ces programmes et d'autres ont permis une plus grande sensibilisation aux droits des travailleurs, notamment en ce qui concerne les femmes. Un récent exemple en est l'introduction dans le code du travail d'un congé de maternité rémunéré pour les femmes. Depuis février 2016, un dispensaire mobile spécialisé dans la santé reproductive, dont le fonctionnement est assuré par le centre de santé adventiste du septième jour, avec le soutien du Fonds des Nations unies pour la population, offre d'importants services de santé gratuits au sein de la zone industrielle, cinq jours par semaine. Il offre des conseils et des fournitures de planning familial, des visites prénatales, et des conseils, tests et traitements pour le VIH.

Viabilité du secteur

Le principal moteur des exportations de produits textiles et vestimentaires du Lesotho a été l'accès aux marchés en franchise de droits offert par l'AGOA et la SACU. Les régimes stables, prévisibles et durables d'accès préférentiel aux marchés jouent un rôle crucial pour l'économie de Lesotho. Selon Joshua Setipa, ministre du commerce et de l'industrie du Lesotho, la perte éventuelle des avantages de l'AGOA aurait un impact direct sur l'Afrique du Sud et les autres pays d'Afrique australe. L'unique usine textile du Lesotho achète la fibre de coton auprès d'un certain nombre de pays d'Afrique australe, comprenant l'Afrique du Sud, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe. En 2015, le pays a acheté 105 393 balles de coton. Il est toutefois probable que si l'AGOA cessait d'exister, les sociétés à capitaux principalement asiatiques ne partiraient pas vers d'autres régions d'Afrique, ce qui aurait d'importantes conséquences négatives tant pour le Lesotho que pour ces autres pays d'Afrique australe. Pour améliorer la viabilité du secteur, le gouvernement du Lesotho s'est lancé dans une série de partenariats public-privé reposant sur un ensemble de mesures stratégiques de politique industrielle visant à moderniser le

tissu institutionnel en matière de formation et d'infrastructures. Il s'efforce également de promouvoir le contrôle local du secteur, en offrant aux entreprises détenues par des capitaux Basotho qui souhaitent participer à la chaîne de valeur textile et vestimentaire des locaux industriels subventionnés.

Il existe d'importantes différences en termes de potentiel de modernisation entre la chaîne de valeur régionale axée sur les producteurs sud-africains et la chaîne de valeur américano-asiatique. L'orientation vers le marché régional offre des opportunités supplémentaires de progrès social et économique en termes d'autonomisation, de développement des compétences et d'intégration locale. Ces opportunités se concentrent en particulier au niveau de l'approvisionnement, à travers la création d'entreprises directement au Lesotho. Les emplois liés aux entreprises tournées vers le marché sud-africain ne pourront toutefois remplacer ceux des entreprises tournées vers le marché américain, car leur effectif est en moyenne inférieur de moitié. Leurs revenus ne peuvent pas non plus remplacer ceux générés par les exportations vers les États-Unis, car le volume de la production destinée au marché régional ne représente qu'un petit pourcentage de celle destinée au marché américain. Les entreprises sud-africaines produisent des produits complexes en petites séries, avec des marges plus élevées, tandis que les entreprises tournées vers les États-Unis visent la production de masse de produits simples à faibles marges, qui nécessitent peu de qualifications.

Conclusion

Au Lesotho, les deux chaînes de valeur du secteur de l'habillement ont contribué à remédier à certaines des difficultés économiques et sociales du pays, notamment en termes de la lutte contre la pauvreté, en créant des emplois et en encourageant l'égalité des sexes, sachant que 80 pourcent des effectifs du secteur sont des femmes. L'accès préférentiel aux marchés, notamment vers les États-Unis, a été le principal moteur et la principale motivation de l'investissement direct à l'étranger en provenance d'Asie. Les transferts de compétences ou de technologie sont toutefois restés limités sur les vingt dernières années, car l'essentiel des fonctions de gestion à plus forte valeur ajoutée sont accomplies à l'étranger. Les liens avec l'économie locale sont en outre limités, se cantonnant aux transports, à la logistique et aux services bancaires. La chaîne de valeur régionale montre quant à elle un potentiel plus important de modernisation (dans le cadre notamment du développement des compétences des travailleurs) et de viabilité économique à long terme.

L'expérience du Lesotho met en lumière les conditions nécessaires à une participation réussie aux chaînes de valeur mondiales et régionales. Pour les dirigeants politiques, une politique commerciale et industrielle réactive, qui encourage la diversification et réduit la dépendance à l'égard de l'accès préférentiel aux marchés, est indispensable pour tirer le meilleur parti de cette participation aux chaînes de valeur, car elle favorise les opportunités d'intégration en amont et en aval. Différentes mesures politiques relatives au commerce peuvent permettre de développer de nouveaux marchés, d'intégrer le secteur privé et de remonter les chaînes de valeur. Les transferts de compétences et de technologie jouent un rôle essentiel pour accroître la compétitivité du secteur et améliorer les compétences de la main d'œuvre.



Moshe Kao

Consultant indépendant en matière de commerce et de développement et ancien conseiller au sein de la mission permanente du Royaume du Lesotho à Genève.

- ① ComMark, ComMark's Lesotho Textile and Apparel Sector Programme: Impact Assessment, presentation Powerpoint, 11 juin 2009 ; Lesotho Government and International Labour Organization (ILO), « Lesotho Decent Work Country Programme: Phase II: 2012–2017 », <http://bit.ly/2g4p3OI>; ILO, « Lesotho: Baseline Report: Worker Perspectives from the Factory and Beyond », août 2012.
- ② Mike Morris, Justin Barnes et Moshe Kao, « Global Value Chains, Sustainable Development, and the Apparel Industry in Lesotho », ICTSD, 2016.
- ③ Joshua Setipa, « Integration into Global and Regional Value Chains – How Is It Done? The Experience of Lesotho in the Textiles and Apparel Sector », in *African Perspectives on Trade and the WTO: Domestic Reforms, Structural Transformation and Global Economic Integration*, par Patrick Low, Chiedu Osakwe et Maika Oshikawa, Cambridge: Cambridge University Press, 2016.

ÉTIQUETAGE

Une bonne affaire : comment une modification des règles d'étiquetage du chocolat aux États-Unis pourrait bénéficier à l'Afrique

Kornel Mahlstein et Christine McDaniel

La modification des règles relatives à l'étiquetage du chocolat aux États-Unis pourrait accroître les exportations de karité et doper les revenus des régions productrices de karité en Afrique.

D'après les Nations Unies, environ 3 millions de femmes africaines ont une activité liée directement ou indirectement au beurre de karité. Le karité est une source importante de revenus dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne. Les ventes de karité génèrent des revenus pour les travailleurs et les propriétaires agricoles mais également pour l'ensemble de la communauté. Sur la base d'une étude réalisée au Mali, les estimations de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) indiquent que pour chaque dollar de revenu agricole provenant de la vente de noix de karité, 0,58 US\$ supplémentaire de revenu des ménages sera injecté dans l'économie locale.

En Afrique, le karité sert depuis des siècles aux soins de la peau, l'une de ses principales propriétés étant de la protéger et de l'hydrater. On dit même que Cléopâtre voyageait avec de grandes jarres de beurre de karité lorsqu'elle se déplaçait dans les déserts brûlants d'Égypte. Le karité est désormais employé partout dans le monde, la demande mondiale se chiffrant en milliards de dollars. En plus des cosmétiques, le beurre de karité entre dans la composition des produits de confiserie et de pâtisserie, et lorsqu'il est mélangé à d'autres huiles, il peut servir de substitut au beurre de cacao.

L'arbre à karité pousse à l'état sauvage dans la ceinture équatoriale de l'Afrique centrale sur une bande longue et étroite d'environ 500 km de large et de 6000 km de long, qui couvre plus d'une vingtaine de pays, allant du Sénégal à l'ouest à l'Ouganda à l'est. Le fruit est un mésocarpe à la chair verte, au goût sucré lorsqu'il est consommé et qui possède une grande valeur nutritionnelle. Les noix de karité sont écalées pour enlever l'enveloppe extérieure et récupérer l'amande. Les amandes sont ensuite grillées et moulues pour former une pâte d'où est extrait le beurre de karité. Le traitement et l'extraction du beurre de karité constituent une activité économique importante dans cette région du monde, surtout pour les femmes des zones rurales. En raison de ses propriétés cosmétiques et nutritionnelles, le beurre de karité est vendu à l'international et exporté pour générer des revenus. Pendant la saison de la récolte, le ramassage du karité occupe une grande partie de la population, en majorité des femmes et des enfants.

D'après le Nations Unies, environ 3 millions de femmes africaines ont une activité liée directement ou indirectement au beurre de karité.

La US Food and Drug Administration (FDA) considère que l'huile de karité est apte à la consommation alimentaire et autorise son emploi pour enrober et fourrer les confiseries. Les réglementations actuelles de la FDA stipulent toutefois qu'un produit étiqueté « chocolat » ne doit contenir aucune autre graisse que le beurre de cacao, à l'exception de certaines graisses provenant d'ingrédients laitiers. Dans cet article, nous nous intéressons aux effets économiques éventuels pouvant résulter d'une modification des

règles d'étiquetage de la FDA aux États-Unis qui permettrait que le chocolat contienne jusqu'à 5 pourcent d'équivalents du beurre de cacao (tel que le beurre de karité) comme substitut à celui-ci, ce qui serait similaire à un changement introduit par l'UE en 2003.

❶ Nos résultats semblent indiquer que la progression éventuelle de la demande de noix de karité pourrait nettement stimuler les exportations africaines de beurre de karité et générer des revenus supplémentaires pour les communautés productrices de karité des zones les plus déshéritées du continent.

Règles d'étiquetage du chocolat aux États-Unis

Aux États-Unis, la FDA définit le « chocolat » comme un produit composé de particules solides de cacao et de graisse de cacao et précise dans une liste exhaustive les ingrédients pouvant être ajoutés au chocolat. Par exemple, les réglementations se rapportant au « chocolat au lait » autorisent des ingrédients facultatifs comme la graisse de cacao, les épices, les fruits à coque ou les produits laitiers, mais interdisent les équivalents du beurre de cacao. Ces règles et distinctions doivent être strictement respectées, sans ajouter d'ingrédient supplémentaire, sinon le produit ne peut être étiqueté « chocolat ». Les producteurs de chocolat qui emploient d'autres ingrédients utilisent les appellations « chocolaté » ou « aromatisé au chocolat ».

Des études montrent que les équivalents du beurre de cacao tels que le beurre de karité peuvent prolonger la durée de vie et améliorer la « fonctionnalité » des produits du chocolat. Par exemple, le beurre de karité inclus dans le chocolat peut modifier la courbe de fonte du chocolat pour obtenir les résultats souhaités dans divers environnements sans pour autant affecter la saveur du produit.

En 2003, la Commission européenne a réformé sa réglementation pour permettre que le chocolat contienne jusqu'à 5 pourcent d'équivalents du beurre de cacao. Une modification similaire des réglementations d'étiquetage du chocolat aux États-Unis, en autorisant des ingrédients à base de karité, pourrait stimuler les exportations africaines. Une augmentation des exportations de karité, particulièrement vers les États-Unis, semblerait appuyer les objectifs des programmes actuels. À titre d'exemple, l'*African Growth and Opportunity Act* vise à promouvoir l'accès au marché américain des produits en provenance d'Afrique subsaharienne. De plus, l'USAID a identifié le karité comme produit doté d'un potentiel d'exportation important.

La progression éventuelle de la demande de noix de karité pourrait nettement stimuler les exportations africaines de beurre de karité et générer des revenus supplémentaires pour les communautés productrices de karité des zones les plus déshéritées du continent.

Quel serait l'impact de la modification des règles d'étiquetage du chocolat ?

La première étape de l'analyse consiste à déterminer le potentiel d'exportation de karité dans le cas où les États-Unis venaient à assouplir les restrictions concernant l'étiquetage du chocolat et adoptaient une législation similaire à celle actuellement en vigueur au sein de l'UE. La deuxième étape implique d'évaluer les effets potentiels de l'augmentation de la demande mondiale de karité sur l'économie locale en termes de progression des revenus et de l'emploi.

Les effets sur la demande de karité aux États-Unis

Nous estimons que la consommation annuelle de chocolat aux États-Unis s'élève à environ 1 milliard 400 millions de kilogrammes – sur la base d'une consommation annuelle par habitant de 4,3 kg et d'une population de 323,2 millions.❷ Supposons que les États-Unis suivent l'exemple de l'UE et autorisent que le chocolat contiennent jusqu'à 5 pourcent

(en termes de volume) d'équivalents du beurre de cacao (EBC), et que le beurre de karité représente 50 pourcent des EBC utilisés. Le potentiel d'augmentation de la demande de beurre de karité serait alors de 34,8 millions de kilogrammes (soit 2,5 pourcent de 1,4 milliard de kilogrammes). Si seulement 50 pourcent des producteurs de chocolat appliquaient la substitution du beurre de cacao par des EBC, le potentiel de progression de la demande de beurre de karité serait de 17,4 millions de kilogrammes.^③ Une hausse de la demande de beurre de karité de 34,8 millions de kilogrammes se traduit par 69,6 millions de kilogrammes d'amandes de karité, d'une valeur marchande de 34,8 millions d'US\$. Étant donné le volume annuel actuel des exportations de noix de karité, qui est de 349,9 millions de kilogrammes, l'augmentation serait alors de 20 pourcent. Si seulement la moitié du chocolat comprenait une substitution avec des EBC, alors les exportations progresseraient de 10 pourcent.

Effets économiques attendus sur les régions productrices de karité

Une analyse de la chaîne de valeur réalisée au Mali par l'USAID a découvert que chaque dollar résultant de la vente de noix de karité génère 58 cents supplémentaires d'activité économique dans la communauté, soit un multiplicateur de revenu régional de 1,58 pour le karité.^④ L'activité économique supplémentaire entraîne ensuite des dépenses sur les salaires et les émoluments, l'essence, les matériaux d'emballage, etc. En substance, l'effet multiplicateur signifie que les particuliers dépenseront une partie de leurs revenus issus de la chaîne de valeur en achetant d'autres produits et services, créant ainsi une demande et des revenus supplémentaires pour l'économie locale. Sur la base de ce multiplicateur de revenu régional de l'USAID, le potentiel total de revenus supplémentaires générés pour les communautés productrices de karité est estimé à 55 millions d'US\$.

Tableau 1. Estimation des effets économiques selon divers scénarios

Part de marché du chocolat qui profite de la substitution aux EBC	Potentiel de hausse de la demande de beurre de karité (kg)	Potentiel de hausse de la demande d'amandes de karité (min kg)	Potentiel de hausse de la demande d'amandes de karité (t)	Potentiel de hausse de la demande d'amandes de karité (US\$)	Revenu supplémentaire total généré dans les communautés productrices de karité (US\$)
33%	11.49	22.98	10,425	5,212,501	8,235,751,
50%	17.41	34.81	15,795	7,897,728	12,478,411
67%	23.32	46.65	21,166	10,582,956	16,721,070
100%	34.81	69.63	31,591	15,795,456	24,956,821

Source: Ces chiffres sont fondés sur les calculs de Sidley. Pour de plus amples détails, voir la note en fin d'article.^⑤

Il faut deux tonnes d'amandes de karité pour produire une tonne de beurre de karité. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, si les États-Unis assouplissaient leurs critères d'étiquetage, les régions productrices de karité pourraient s'attendre à une hausse de la demande de l'ordre de 69'646 tonnes d'amandes de karité. En général, chaque femme récolte environ 85 kg d'amandes de karité pendant la saison. Par conséquent, l'accroissement de la demande de karité aux États-Unis pourrait, pendant la saison de la récolte, créer des emplois pour 820'000 femmes supplémentaires. La progression de la demande de karité pourrait probablement entraîner aussi des hausses de prix sur le marché mondial. Il ne semble pas y avoir de restrictions d'offre : à l'heure actuelle, seulement 50 pourcent de la production de karité est récoltée.

Une modification des règles d'étiquetage du chocolat aux États-Unis, en autorisant un chocolat contenant jusqu'à 5 pourcent d'EBC, pourrait stimuler les exportations africaines de karité et entraîner d'importants revenus additionnels dans la région.

Conclusion

Notre analyse suggère qu'une modification des règles d'étiquetage du chocolat aux États-Unis, en autorisant un chocolat contenant jusqu'à 5 pourcent d'EBC, pourrait stimuler les exportations africaines de karité et générer d'importants revenus additionnels dans la région. Plus précisément, nous pensons que les exportations africaines de karité pourraient progresser de 10 à 20 pourcent, dans l'hypothèse où au moins la moitié des fabricants tireraient parti de la possibilité d'effectuer cette substitution. En outre, nos résultats semblent indiquer que les revenus à l'exportation, ajoutés aux revenus supplémentaires générés, pourraient s'élever à 27 millions d'US\$ pour la région.

En Afrique, le PIB par habitant dans les régions productrices de karité, dont certaines sont parmi les plus pauvres du continent, se trouve entre 370 US\$ à 3'300 US\$. À la lumière de ces résultats potentiellement très positifs, il vaudrait certainement la peine d'étudier la possibilité d'une modification des critères d'étiquetage du chocolat aux États-Unis de manière plus approfondie.

Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux de Sidley Austin, LLP ou de ses clients. Les auteurs souhaitent remercier Joe Funt du Global Shea Alliance, Torrey Cope, Diane Mcenroe et les participants de la conférence « The Future of Shea Conference », qui s'est tenue à Washington, DC, en mai 2016, pour leurs précieux commentaires.

- ❶ En 2003, la Directive de l'UE sur le beurre de karité (Directive 2000/36/EC) autorise qu'entrent dans la composition du chocolat jusqu'à 5 pourcent d'un nombre limité de graisses végétales (tels que l'illipé, l'huile de palme, le karité, le kokum gurgi et les noyaux de mangue); voir aussi Commission européenne, "The Impact of Directive 2000/36/EC on the Economies of those Countries Producing Cocoa and Vegetable Fats other than Cocoa Butter," 2000.
- ❷ Voir Forbes. "The World's Biggest Chocolate Consumers," 22 juillet 2015; et US Census, Population Clock en date du 28 mars 2016.
- ❸ On ne sait pas dans quelle mesure les producteurs de chocolat aux États-Unis tireraient parti des nouvelles règles d'étiquetage qui leur permettraient d'employer des EBC et de continuer à utiliser l'appellation « chocolat ». Certains fabricants pourraient choisir la substitution et d'autres non, tout dépend des préférences des consommateurs, des choix de production, etc. Étant donné que la proportion de chocolat contenant des EBC comme substituts n'est pas connue, nous incluons une série d'estimations dans le tableau numéro 1.
- ❹ USAID, "Exports, Employment and Incomes in West Africa," janvier 2011, tableau 2.8.
- ❺ Nous estimons à 1,4 milliard de kilogrammes la consommation annuelle de chocolat aux États-Unis. Sur la base d'informations obtenue auprès d'observateurs du secteur, nous supposons que le beurre de karité constituerait 50 pourcent des EBC, l'huile de palme et/ou d'autres équivalents du beurre de cacao représentant les 50 pourcent restants. Le multiplicateur de revenu régional de 1,58 pour le karité se fonde sur les estimations publiées par l'USAID dans «Exports, Employment and Incomes in West Africa», janvier 2011, tableau 2.8. Notez que le multiplicateur concerne les noix de karité et nous convertissons donc les chiffres du beurre de karité en chiffres de noix de karité dans ce tableau. L'hypothèse est qu'il faut 2 kg de noix de karité pour 1 kg de beurre de karité ; et 1 tonne de noix de karité = 500 US\$. Tous les chiffres sont en US\$.



Kornel Mahlstein
Économiste, Sidley Austin, LLP
(Genève).



Christine McDaniel
Économiste principale, Sidley
Austin, LLP (Washington, DC).

Salle de presse

Visitez <http://fr.ictsd.org> et suivez les actualités sur le commerce et le développement durable en Afrique.

Le parlement tanzanien conseille au gouvernement de ne pas signer l'APE

Les membres du parlement tanzanien ont unanimement appelé le gouvernement du pays à ne pas signer l'Accord de partenariat économique (APE) négocié entre l'UE et les États membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), soulignant pour bon nombre d'entre eux ses implications potentiellement négatives pour la stratégie d'industrialisation de la Tanzanie si l'accord était signé dans sa forme actuelle.

Les parlementaires du parti au pouvoir comme ceux de l'opposition ont appelé le gouvernement tanzanien à renégocier les termes de l'accord pour assurer une meilleure protection des industries nationales, certains d'entre eux exprimant aussi la crainte qu'un rejet de l'accord ait un impact négatif sur la coopération entre l'UE et les pays de la CAE.

Malgré ce vote consultatif, le gouvernement tanzanien a toujours la possibilité de signer l'accord.

Banque mondiale : Les pays africains adoptent un nombre record de réformes

Au cours de l'année écoulée, les pays d'Afrique subsaharienne ont adopté un nombre record de réformes en vue d'améliorer le climat des affaires, indique la Banque mondiale dans son rapport Doing Business 2017. L'année écoulée a vu 37 des 48 économies d'Afrique subsaharienne entreprendre un total de 80 réformes, ce qui représente près du tiers de l'ensemble des réformes adoptées dans le monde. Cette année encore, Maurice est l'économie la mieux classée au sein de l'Afrique subsaharienne, suivie du Rwanda (56), du Botswana (71), de l'Afrique du Sud (74) et du Kenya (92).

Le document met toutefois en garde contre un excès d'enthousiasme, car l'Afrique subsaharienne reste la région où les conditions sont les moins favorables aux affaires. Les transferts de propriété y prennent par exemple 2 mois en moyenne, contre 22 jours au sein de l'OCDE.

La Turquie veut renforcer ses liens économiques avec l'Afrique

Près de 1 500 participants, dont de nombreux représentants de haut niveau du monde des affaires et des pouvoirs publics, se sont réunis en novembre à l'occasion du Forum économique et commercial Turquie-Afrique. Cet événement a servi de plateforme de dialogue entre les cercles publics et privés africains et leurs homologues turcs, en vue de renforcer la coopération économique.

« Les relations économiques et commerciales représentent l'un des principaux aspects de notre intérêt global pour l'Afrique », a affirmé le président turc Recep Tayyip Erdoğan durant le forum.

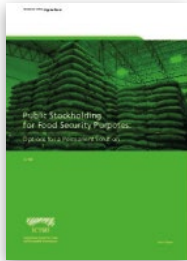
Évoquant les perspectives d'avenir, le ministre de l'économie Zeybekci a appelé la Turquie et ses partenaires africains à « faire de 2017 l'année du libre-échange », alors que les participants au forum évoquaient la possibilité de mettre en place des accords de partenariat commercial et économique.

Le Conseil des ADPIC se penche sur l'accès aux médicaments

Les membres de l'OMC ont récemment examiné une série de recommandations formulées par un panel des Nations unies en vue de faciliter l'accès aux médicaments, dans le cadre du Conseil des ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce). Ils ont notamment discuté des conclusions du rapport relatives au commerce et aux droits de la propriété intellectuelle.

Le rapport contient des recommandations visant à ce que les pays en développement exploitent pleinement les flexibilités pour l'accès aux médicaments prévues par l'Accord sur les ADPIC. Les discussions de la semaine dernière auraient évoqué les difficultés potentielles rencontrées par les membres de l'OMC dans l'utilisation de ces flexibilités, ainsi que le risque que les dispositions ADPIC-plus des accords commerciaux régionaux et bilatéraux compromettent leur utilisation.

Publications et ressources



La détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire : options pour une solution permanente (en anglais) – ICTSD – Novembre 2016

Les membres de l'OMC se sont mis d'accord pour parvenir à une « solution permanente » sur la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Les négociateurs doivent à présent concevoir une solution durable et équitable. Cette publication vise à apporter une contribution à ce débat en tentant d'examiner l'ampleur des données disponibles, en analysant les informations existantes, et en tirant des conclusions initiales concernant les options que les négociateurs pourraient explorer en matière. <http://bit.ly/2fi2QMm>



Chaînes de valeurs mondiales, politique industrielle, et développement durable : Le secteur de l'habillement en Éthiopie (en anglais) – ICTSD – Novembre 2016

L'Éthiopie est un exportateur tardif, comparé à d'autres pays africains exportateurs de produits vestimentaires. Mais la récente croissance des exportations a été impressionnante pour ce pays que certains qualifient désormais d'« étoile montante » de l'industrie vestimentaire. Cette étude de cas nationale évalue les réussites et les défis qui caractérisent l'expérience éthiopienne dans le secteur de l'habillement, la stratégie active de politique industrielle du gouvernement pour développer le secteur, ainsi que ses implications en matière de développement durable. <http://bit.ly/2fKRcNU>



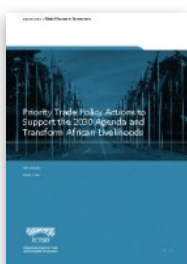
Chaînes de valeur mondiales, développement durable, et le secteur de l'habillement au Lesotho (en anglais) – ICTSD – Novembre 2016

L'industrie de l'habillement occupe un rôle central dans l'économie du Lesotho, représentant un tiers du PIB. Cette étude de cas nationale examine l'interaction entre deux types d'investissement correspondant à deux chaînes de valeur différentes : l'une mondiale, avec un IDE en provenance d'Asie et une production à destination des États-Unis bénéficiant des conditions préférentielles de l'African Growth and Opportunity Act, l'autre régionale, avec un IDE en provenance d'entreprises sud-africaines qui relocalisent leur production au Lesotho. <http://bit.ly/2fUVOpe>



Comparer les mesures de sauvegarde dans les récents accords commerciaux régionaux et bilatéraux (en anglais) – ICTSD – Novembre 2016

Alors que les négociateurs continuent leurs discussions sur le mécanisme spécial de sauvegarde à l'OMC, il est important qu'ils aient accès à des informations fiables et à jour. Cette publication, qui se base sur une publication antérieure d'ICTSD, offre aux décideurs et autres intéressés une analyse fondée sur les faits, qui s'intéresse aux implications des récents accords commerciaux régionaux et bilatéraux pour la capacité des pays en développement à faire usage de mesures de sauvegarde pour protéger leurs producteurs nationaux. <http://bit.ly/2fKU2m2>



Mesures de politique commerciale prioritaires pour réaliser le Programme 2030 et améliorer les moyens de subsistance en Afrique (en anglais) – ICTSD – Septembre 2016

Cette étude s'inscrit dans une série de publications qui tente d'examiner le rôle que le commerce et la politique commerciale peuvent jouer dans la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs de développement durable. Elle se focalise sur la réduction de la pauvreté en Afrique, et constate que le défi à relever est particulièrement ambitieux. L'étude tente d'identifier de quelle manière les politiques relatives au commerce, y compris en matière d'intégration régionale, peuvent contribuer à élever les niveaux de vie sur le continent. <http://bit.ly/2dygnAU>

EXPLORER LE MONDE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE AVEC LE RÉSEAU BRIDGES D'ICTSD

BRIDGES AFRICA

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Afrique - En anglais
<http://www.ictsd.org/bridges-africa>

BRIDGES

Commerce mondial dans une perspective de développement durable
Accent sur l'international - En anglais
<http://www.ictsd.org/bridges>

BIORES

Analyse et informations sur le commerce et l'environnement
Accent sur l'international - En anglais
<http://www.ictsd.org/biores>

PUENTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Amérique latine et les Caraïbes - En espagnol
<http://www.ictsd.org/puentes>

PONTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'international - En portugais
<http://www.ictsd.org/pontes>

МОСТЫ

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur la CEI - En russe
<http://www.ictsd.org/мосты>

桥

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'international - En chinois
<http://www.ictsd.org/qiao>

PASSERELLES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Afrique francophone - En français
<http://www.ictsd.org/passerelles>



Centre International pour le Commerce et le Développement Durable

Chemin de Balexert 7-9
1219 Genève, Suisse
+41-22-917-8492
www.ictsd.org

ENDA Caci

B.P. 6879, Dakar, Senegal
+221-33-823-57-54
www.endacaci.org

PASSERELLES existe grâce à la généreuse
contribution des donateurs et partenaires
suivants :

**DFID - UK Department for International
Development**

**SIDA - The Swedish International
Development Cooperation Agency**

**DGIS - Netherlands Directorate-General
of Development Cooperation**

Ministry of Foreign Affairs, Denmark

Ministry for Foreign Affairs, Finland

Ministry of Foreign Affairs, Norway

**L'Organisation Internationale de la
Francophonie**

**Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia**

PASSERELLES bénéficie également du soutien
de ses partenaires associés et des membres
du conseil éditorial.

PASSERELLES accepte volontiers de diffuser,
contre paiement, toute publicité.
La publication accepte toute proposition de
sponsoring destinée à renforcer ses capacités
à étendre son audience. L'acceptation se fait à
la discrétion des éditeurs.

Toutes les opinions exprimées dans les
articles signés de PASSERELLES sont celles
de leurs auteurs, et ne représentent pas
nécessairement les opinions d'ICTSD ou



Ce travail est sous licence d'attribution
non commercial Creative Commons -
NoDerivatives 4.0 International [License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Prix : €10.00
ISSN 1996-919

